

Évolutions bancaires et monétaires en Nouvelle-Calédonie

au 31 décembre 2016

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

La croissance mondiale s'est maintenue à +3,1 % en 2016 selon l'édition de janvier 2017 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, malgré un ralentissement aux États-Unis et en dépit du vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. L'activité économique devrait selon le FMI s'accélérer en 2017 et au cours des prochaines années (+3,4 % en 2017 et +3,6 % en 2018). Toutefois, ces projections demeurent teintées d'incertitude en lien avec un manque de visibilité sur l'orientation à venir de la politique économique américaine.

S'agissant plus spécifiquement de la zone euro, le PIB a progressé de 0,4 % au quatrième trimestre 2016 (après +0,4 % au trimestre précédent), selon Eurostat. Le chômage en zone euro est au plus bas depuis fin 2009, tandis que l'inflation, en glissement annuel, a atteint +1,8 % en janvier 2017, soit son plus haut niveau depuis début 2013. Sur l'année 2016, le PIB de la zone euro a progressé de 1,7 % et la Commission européenne prévoit une croissance de +1,6 % en 2017 et +1,8 % en 2018.

À l'issue de la réunion du 9 mars 2017, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé « *que nous poursuivrons nos achats au titre du programme d'achats d'actifs (asset purchase programme, APP) au rythme mensuel actuel de 80 milliards d'euros jusqu'à la fin du mois et, d'autre part, qu'à partir d'avril 2017, nos achats nets d'actifs devraient continuer à hauteur de 60 milliards d'euros par mois jusque fin décembre 2017 ou au-delà, si nécessaire, et en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif* ».

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, le PIB progresse de 0,4 % au quatrième trimestre 2016 (après +0,2 % au trimestre précédent) et de 1,1 % sur l'ensemble de l'année (après +1,2 % en 2015).

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

Orientation favorable de l'activité bancaire

L'encours brut total des crédits octroyés par les établissements locaux s'établit à 754,4 milliards de F CFP fin décembre 2016. Il s'accroît de 28 milliards de F CFP par rapport à décembre 2015, soit un rythme de croissance de 3,8 %, contre +3,0 % un an auparavant. Cette orientation favorable est principalement portée par la hausse continue des crédits aux ménages (+6,3 % en glissement annuel, après +3,4 %), alors que les crédits aux entreprises restent relativement stables (+0,3 %, après +2,4 %). La qualité du portefeuille des établissements de crédit locaux demeure inchangée, avec un taux de créances douteuses de 3,1 %.

L'encours des actifs financiers détenus par les agents économiques ralentit sa progression (+2,2 % sur un an à fin décembre 2016, contre +4,5 % un an auparavant). La collecte locale nette décélère sur les dépôts à vue (+2,3 % sur un an, après +9,1 %) ainsi que sur les comptes d'épargne à régime spécial (+2,9 %, après +4,6 %). Elle progresse en revanche pour les placements indexés sur les taux de marché (+2,2 %, après +0,9 %).

Cette orientation favorable de l'activité bancaire est en phase avec l'indicateur du climat des affaires, qui se redresse progressivement après un point bas historique au premier trimestre 2016.

Stabilisation des crédits aux entreprises

L'encours sain des **crédits aux entreprises** octroyés localement s'établit à 332 milliards de F CFP. Son rythme de croissance est relativement atone à +0,3 % en glissement annuel (alors qu'il est à nouveau dynamique en France métropolitaine sur la même période à +5,0 %). Le fléchissement de l'encours est concentré sur le premier semestre 2016 (-0,5 %, contre +0,9 % au cours du second semestre 2016).

Le **financement de l'investissement**, qui représente 56 % des encours de crédits octroyés aux entreprises, augmente légèrement (+0,5 % sur un an, contre +0,3 % un an auparavant). Dans le détail, les crédits à l'équipement restent stables (+0,2 % sur un an), alors que le crédit-bail se redresse (+6,3 %). L'encours des **crédits d'exploitation** se contracte (-2,1 % en glissement annuel, après +6,3 % un an plus tôt), en raison de la baisse significative des comptes ordinaires débiteurs (-22,0 %). Les **crédits immobiliers** continuent de s'accroître, mais à un rythme plus modéré (+4,9 % sur un an, après +8,4 % l'année précédente).

Forte progression des crédits aux ménages

L'encours des **crédits aux ménages** octroyés localement atteint 367 milliards de F CFP, en hausse de 6,3 % en glissement annuel (contre +3,4 % un an plus tôt).

L'encours des **crédits à l'habitat**, qui représentent 82 % des crédits accordés aux ménages calédoniens, accentue son rythme de croissance : +8,0 % en glissement annuel, après +5,2 % au cours de l'année précédente. Il se situe à un niveau bien supérieur à celui observé en France métropolitaine (+4,3 %). Les secteurs de la promotion immobilière et de la construction privée continuent à bénéficier de la loi de pays sur la défiscalisation des logements intermédiaires, prolongée jusqu'en 2018 selon des modalités revues¹.

À l'inverse, les **crédits à la consommation** se contractent une nouvelle fois (-0,7 % sur un an, après -1,2 % un an plus tôt). L'augmentation de 1,1 % sur le second semestre ne permet pas de compenser la baisse de 1,8 % enregistrée au premier semestre. Dans le détail, l'encours des crédits de trésorerie reste stable sur un an (+0,0 %), alors que le crédit-bail diminue (-2,4 %), de même que l'encours des comptes ordinaires débiteurs (-3,8 %).

Hausse des crédits aux collectivités locales

L'encours des **crédits consentis aux collectivités locales** (16,4 milliards de F CFP financés par les établissements implantés sur le territoire) accentue nettement sa progression sur un an (+21,3 % sur un an, après +4,7 % l'année précédente). Les crédits d'investissement (85 % du total des crédits locaux aux collectivités locales) affichent une hausse sensible (+21,4 % sur un an), alors qu'ils étaient quasi stables au cours de l'année précédente (-0,2 %).

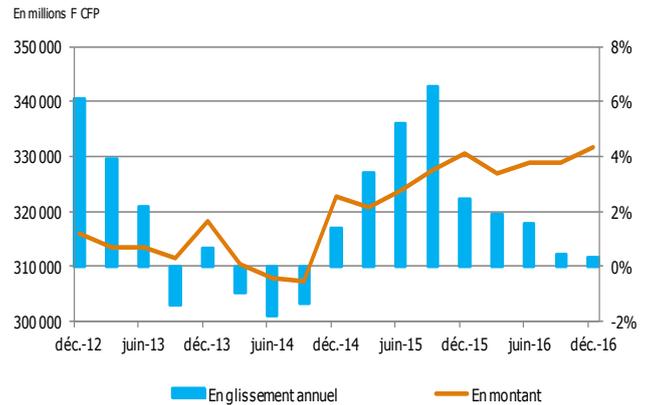
Dans une moindre mesure, l'encours des **crédits des autres agents** se redresse de 7,8 %, pour s'établir à 15,7 milliards de F CFP.

Légère augmentation de la sinistralité

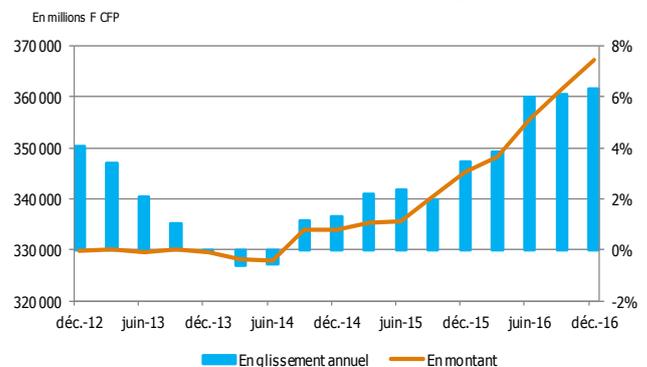
L'encours des **créances douteuses brutes** déclarées par les établissements de crédit locaux progresse de 4,2 % au premier semestre dans la continuité de 2015 et se stabilise ensuite (+3,2 % sur un an, après +8,3 % l'année précédente), pour atteindre 23,6 milliards de F CFP. Cette hausse, légèrement moins rapide que celle de l'encours brut total (+3,8 % sur la même période), permet une stabilité du taux des créances douteuses, qui s'établit à 3,1 %.

Le **taux de provisionnement** de ces créances douteuses est de 62,6 %, en progression de 2,9 points en glissement annuel.

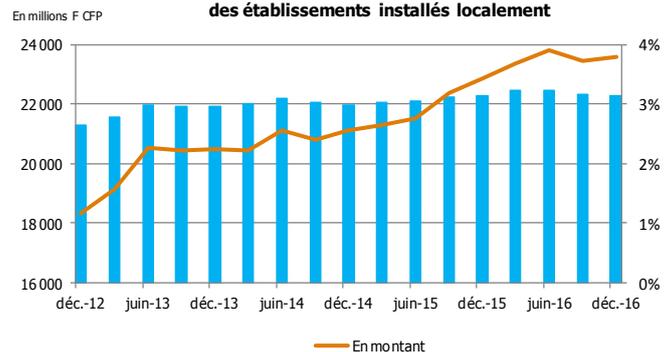
Évolution des crédits aux entreprises



Évolution des crédits aux ménages



Évolution du taux et des encours des créances douteuses des établissements installés localement



¹ La modification des conditions d'accès à ce dispositif de défiscalisation a conduit certains investisseurs à concrétiser leur projet avant le 30 juin 2016, date à laquelle les nouvelles modalités sont systématiquement appliquées. De ce fait, la production de crédit à l'habitat connaît un pic au deuxième trimestre (cf. la note de l'IEOM « coût du crédit et production de crédit en Nouvelle-Calédonie, août 2016 »).

Ralentissement de la progression des actifs financiers

Les actifs financiers détenus par l'ensemble des agents économiques (782,7 milliards de F CFP à fin décembre 2016) sont principalement constitués de dépôts locaux (81 % du total). Ils freinent leur rythme de croissance (+2,2 % en glissement annuel, après +4,5 % un an auparavant). La collecte annuelle nette (dépôts nets des retraits) a aussi diminué de moitié : +16,8 milliards de F CFP, après +32,8 milliards un an auparavant.

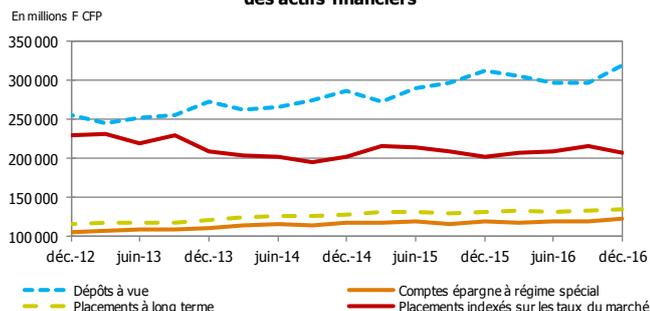
Les actifs financiers des sociétés non financières (un tiers de l'encours total) progressent légèrement (1,3 % sur un an), majoritairement tirés par les placements liquides ou à court terme (+3,8 % en glissement annuel). Les dépôts des ménages (53 % du total) affichent une hausse de 2,9 %, portés par les dépôts à vue (+6,0 %) et dans une moindre mesure par la bonne orientation de l'épargne à long terme (+3,0 %). Enfin, les dépôts des autres agents (14 % du total) s'accroissent de +1,7 %.

Collecte modérée sur les supports gérés localement

L'encours des **dépôts collectés par le système bancaire local** affiche une hausse sur un an de 2,4 %, pour s'établir à 631 milliards de F CFP.

Cette situation toujours favorable est portée principalement par les **dépôts à vue** (+2,3 %, représentant 7,2 milliards de F CFP de collecte nette). L'encours des **comptes d'épargne à régime spécial** s'accroît de 2,9 % en glissement annuel, porté par l'augmentation des livrets ordinaires (+3,0 %), les taux de rémunération associés étant désormais légèrement supérieurs à celui du compte d'épargne logement (0,50 % depuis le 1^{er} août 2015) dans des conditions quasi similaires sur les dépôts et retraits. Les **placements indexés sur les taux du marché** se redressent (+2,2 %), la progression plus marquée des comptes créditeurs à terme permet de compenser la diminution des certificats de dépôts.

Évolution des principales composantes des actifs financiers



Légère augmentation des placements hors zone d'émission

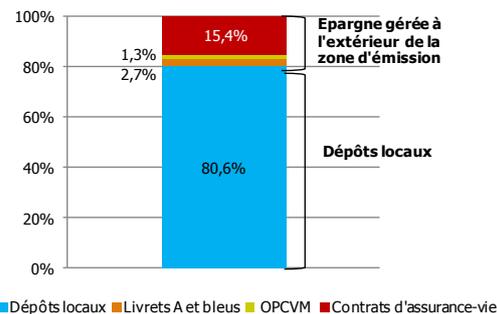
Parallèlement aux dépôts destinés à alimenter des supports locaux, le système bancaire calédonien collecte d'autres types de placements auprès de sa clientèle, non transformables dans le cadre de son activité de financement, et gérés hors de la zone d'émission. Sur un an, ces avoirs augmentent modérément (+1,4 %, stables au premier semestre), mais les évolutions par type de supports sont contrastées.

L'encours des contrats liés à l'assurance-vie, qui représente près de 80 % de l'épargne collectée par les banques mais gérée en dehors de la zone d'émission (121 milliards de F CFP), intensifie sa progression (+3,9 % sur un an).

En revanche, l'encours des livrets A et bleus (21,1 milliards de F CFP) continue son repli (2,1 % de décollecte), compte tenu de la moindre attractivité de ces supports suite à la révision à la baisse de leur taux de rémunération, ramené à 0,75 % depuis le 1^{er} août 2015.

Enfin, l'encours des dépôts sur d'autres types de supports, qui représentent globalement 9,9 milliards de F CFP, se replie nettement sur un an (-17,3 %). L'encours des OPCVM monétaires diminue nettement de 31,3 %. La baisse est sensible aussi pour les OPCVM non monétaires (-22,2 %), et dans une moindre mesure, pour les supports en actions et obligations (respectivement -5,8 % et -5,4 %).

Répartition des dépôts



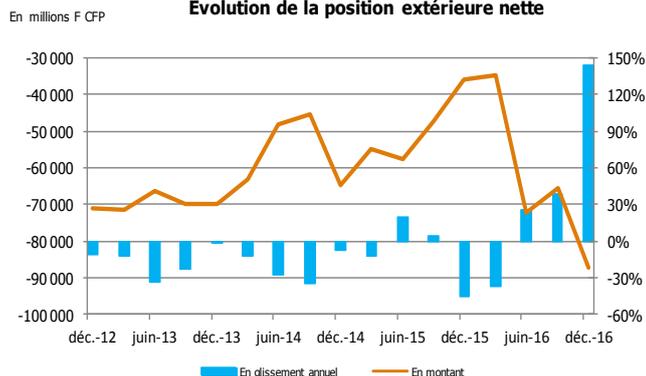
Détérioration du solde emplois-ressources des établissements de crédit locaux

Forte dégradation de la position extérieure nette

Sur un an, le système bancaire local enregistre une dégradation de son solde emplois-ressources clientèle, qui s'accroît de 11,8 milliards de F CFP (soit +9,4 %). Cette évolution de l'écart trouve son explication dans la progression en montant des crédits bruts (+27,7 milliards de F CFP), plus marquée que la collecte des dépôts (+15,9 milliards de F CFP).

Les dépôts collectés couvrent 85 % des ressources locales des établissements calédoniens, après 83 % à fin décembre 2015. Parallèlement, la position extérieure nette se dégrade fortement, en raison d'un besoin de refinancement plus important des banques en dehors de la zone d'émission. Ainsi, le solde entre les avoirs des établissements de crédit et leurs engagements hors de la zone d'émission, structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, s'accroît de 144,0 % en glissement annuel, ce qui représente 51 milliards de F CFP de déficit supplémentaire.

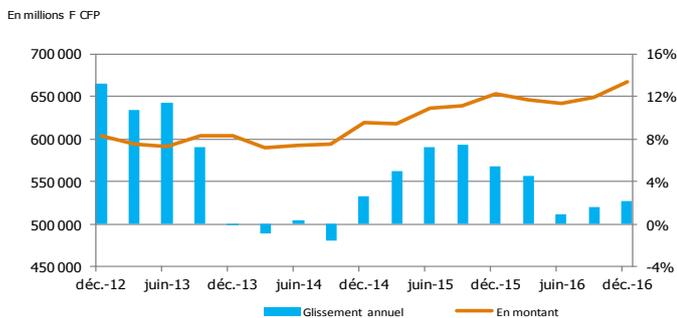
Évolution de la position extérieure nette



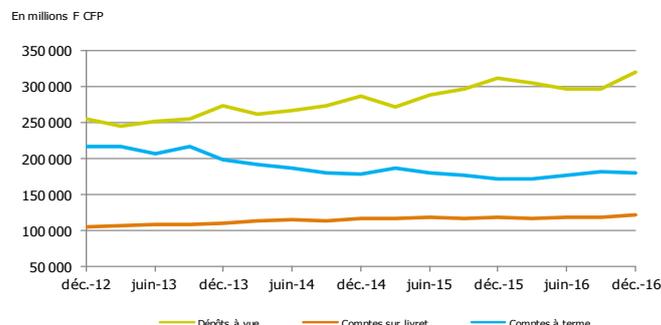
Progression de la masse monétaire

La masse monétaire M3 s'accroît en glissement annuel mais à un rythme moins soutenu que l'année précédente (+2,2 %, après +5,4 %), pour s'établir à 667,8 milliards de F CFP. Cette évolution est attribuable à l'augmentation des dépôts à vue (+2,3 %, soit 7,2 milliards de F CFP supplémentaires), des dépôts à terme (+4,4 %), et dans une moindre mesure à celle des comptes sur livrets (+2,1 % sur un an) et de la circulation fiduciaire (+2,1 %). À l'inverse, les titres sur créances négociables se contractent (-10,5 %), en lien avec le remboursement des TCN en fin de maturités.

Évolution de la masse monétaire



Évolution des principales composantes de la masse monétaire

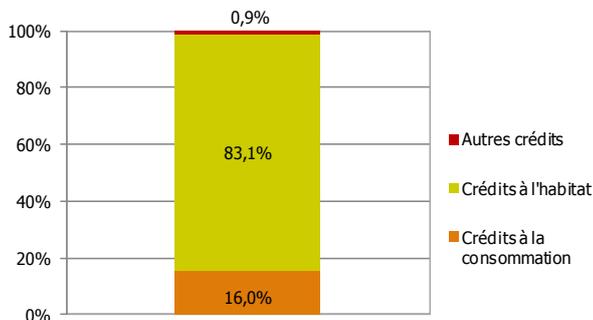


ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

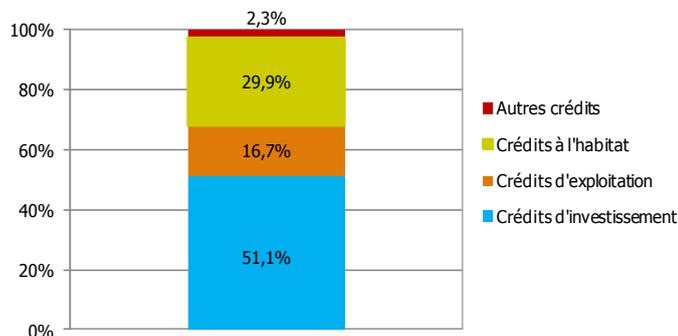
En complément des opérations réalisées avec les intervenants du système bancaire local, les agents économiques calédoniens ont recours à des financements auprès d'établissements situés hors de la zone d'émission.

À fin décembre 2016, l'encours brut total des crédits octroyés aux agents économiques calédoniens par l'ensemble des établissements de crédit (qu'ils soient ou non installés dans la zone d'émission) atteint 1 124 milliards de F CFP, en progression de 5,2 % en glissement annuel (rythme de croissance identique à décembre 2015). La croissance annuelle de l'encours des crédits aux ménages s'établit à +4,6 % (après +5,0 % à fin 2015), et celui des crédits aux entreprises décélère à +0,9 % (+3,2 % en rythme annuel). L'encours des crédits aux collectivités locales s'accroît fortement de 26,6 % sur un an (après +12,1 %), pour atteindre 134 milliards de F CFP à fin décembre 2016. La part de marché des établissements de crédit hors zone d'émission représente 33,1 % du total des engagements (+1 point sur un an). Elle est de 20,1 % sur la clientèle des ménages, de 30,5 % sur les entreprises, et de 87,8 % des crédits aux collectivités locales (+0,6 point sur un an).

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-12	déc.-13	déc.-14	déc.-15	mars-16	juin-16	sept.-16	déc.-16	1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	17 351	16 069	17 363	20 411	18 673	19 292	19 449	20 843	8,0%	2,1%
<i>Billets</i>	<i>15 547</i>	<i>14 182</i>	<i>15 344</i>	<i>18 308</i>	<i>16 559</i>	<i>17 172</i>	<i>17 298</i>	<i>18 654</i>	8,6%	1,9%
<i>Pièces</i>	<i>1 804</i>	<i>1 887</i>	<i>2 019</i>	<i>2 103</i>	<i>2 114</i>	<i>2 120</i>	<i>2 151</i>	<i>2 189</i>	3,3%	4,1%
Dépôts à vue	255 688	273 632	286 353	312 361	305 309	296 536	296 737	319 592	7,8%	2,3%
TOTAL M1	273 039	289 701	303 716	332 772	323 982	315 828	316 186	340 435	7,8%	2,3%
M2-M1	106 202	111 050	116 850	119 644	117 866	118 678	119 072	122 072	2,9%	2,0%
Comptes sur livrets	105 583	110 420	116 325	119 150	117 382	118 193	118 594	121 611	2,9%	2,1%
Comptes épargne logement	619	630	525	494	484	485	478	461	-4,9%	-6,7%
TOTAL M2	379 241	400 751	420 566	452 416	441 848	434 506	435 258	462 507	6,4%	2,2%
M3-M2	224 565	202 832	198 978	200 792	205 020	208 010	214 433	205 297	-1,3%	2,2%
Dépôts à terme	216 234	198 128	178 698	171 949	172 255	176 960	181 885	179 477	1,4%	4,4%
Titres de créance négociables	8 290	4 665	20 280	28 843	32 765	31 050	32 548	25 820	-16,8%	-10,5%
Bons de caisse	41	39	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M3	603 806	603 583	619 544	653 208	646 868	642 516	649 691	667 804	3,9%	2,2%
P1	3 640	3 527	3 984	4 757	4 792	4 823	4 791	4 856	0,7%	2,1%
Plans d'épargne logement	3 496	3 338	3 771	4 517	4 555	4 525	4 506	4 582	1,3%	1,4%
Autres compte d'épargne à régime spécial	144	189	213	240	237	298	285	274	-8,1%	14,2%
M3+P1	607 446	607 110	623 528	657 965	651 660	647 339	654 482	672 660	3,9%	2,2%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-12	déc.-13	déc.-14	déc.-15	mars-16	juin-16	sept.-16	déc.-16	1 sem	1 an
Avoirs hors zone d'émission	153 792	138 699	139 112	161 352	175 236	173 986	161 557	194 801	12,0%	20,7%
Institut d'émission	54 549	54 361	57 195	58 877	78 872	81 160	64 006	90 999	12,1%	54,6%
Etablissements de crédit	99 243	84 338	81 917	102 475	96 364	92 826	97 551	103 802	11,8%	1,3%
Créances du Trésor public	21 065	22 095	24 172	24 365	23 049	23 715	24 852	24 261	2,3%	-0,4%
Concours sur ressources monétaires	428 949	442 789	456 260	467 491	448 583	444 815	463 282	448 742	0,9%	-4,0%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	689 730	695 148	705 768	726 699	724 156	737 183	740 864	754 379	2,3%	3,8%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	260 781	252 359	249 508	259 208	275 573	292 368	277 582	305 637	4,5%	17,9%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>57 100</i>	<i>61 314</i>	<i>66 445</i>	<i>70 572</i>	<i>71 011</i>	<i>75 089</i>	<i>75 445</i>	<i>76 285</i>	1,6%	8,1%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>11 825</i>	<i>12 455</i>	<i>12 533</i>	<i>13 653</i>	<i>13 778</i>	<i>14 197</i>	<i>14 058</i>	<i>14 773</i>	4,1%	8,2%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>170 265</i>	<i>154 320</i>	<i>146 700</i>	<i>138 209</i>	<i>130 943</i>	<i>165 149</i>	<i>163 099</i>	<i>190 997</i>	15,7%	38,2%
<i>Epargne contractuelle</i>	<i>3 640</i>	<i>3 527</i>	<i>3 985</i>	<i>4 756</i>	<i>4 792</i>	<i>4 823</i>	<i>4 791</i>	<i>4 856</i>	0,7%	2,1%
<i>Divers</i>	<i>17 951</i>	<i>20 743</i>	<i>19 845</i>	<i>32 018</i>	<i>55 049</i>	<i>33 110</i>	<i>20 189</i>	<i>18 726</i>	-43,4%	-41,5%
Total M3	603 806	603 583	619 544	653 208	646 868	642 516	649 691	667 804	3,9%	2,2%
Position extérieure nette	-71 022	-69 982	-64 783	-35 734	-34 579	-72 323	-65 548	-87 194	20,6%	144,0%

Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-12	déc.-13	déc.-14	déc.-15	mars-16	juin-16	sept.-16	déc.-16	1 sem	1 an
Emplois	737 445	739 536	756 936	762 679	766 032	794 652	788 929	815 788	2,7%	7,0%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	689 730	695 148	705 768	726 699	724 156	737 183	740 864	754 379	2,3%	3,8%
Réserves obligatoires et libres	47 715	44 388	51 168	35 980	41 876	57 469	48 065	61 409	6,9%	70,7%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	737 445	739 536	756 936	762 679	766 032	794 652	788 929	815 788	2,7%	7,0%
Dépôts collectés (- encaisses)	560 173	559 364	571 291	601 656	598 740	593 213	600 367	617 582	4,1%	2,6%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	68 925	73 770	78 978	84 225	84 790	89 286	89 503	91 057	2,0%	8,1%
Excédent des opérations diverses des EC	18 438	25 305	24 122	23 313	30 292	23 098	24 074	10 123	-56,2%	-56,6%
Réescampte	18 887	11 114	17 762	17 751	17 631	16 733	9 437	9 831	-41,2%	-44,6%
Position extérieure nette des EC (si négative)	71 022	69 983	64 783	35 734	34 579	72 322	65 548	87 195	20,6%	144,0%
Solde emplois-ressources clientèle	129 557	135 784	134 477	125 043	125 416	143 970	140 497	136 797	-5,0%	9,4%

Les placements

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	1 sem	1 an
Sociétés non financières	247 280,2	227 681,8	240 543,6	255 514,2	250 694,3	242 225,1	251 179,9	258 846,1	6,9%	1,3%
Dépôts à vue	125 292,1	132 860,6	143 130,9	159 345,5	154 382,4	143 126,5	143 351,7	159 532,3	11,5%	0,1%
Placements liquides ou à court terme	119 053,0	93 488,7	96 794,5	95 279,1	95 356,2	98 065,0	107 287,2	98 920,1	0,9%	3,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	112,0	99,0	133,3	84,8	78,9	136,8	127,7	99,6	-27,2%	17,4%
Placements indexés sur les taux de marché	118 941,0	93 389,7	96 661,3	95 194,3	95 277,3	97 928,2	107 159,4	98 820,5	0,9%	3,8%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>106 125,6</i>	<i>84 033,7</i>	<i>74 054,4</i>	<i>64 998,9</i>	<i>61 236,9</i>	<i>65 760,8</i>	<i>73 494,6</i>	<i>72 033,3</i>	9,5%	10,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>4 525,8</i>	<i>4 691,1</i>	<i>2 326,6</i>	<i>1 352,0</i>	<i>1 274,8</i>	<i>1 117,1</i>	<i>1 116,9</i>	<i>967,1</i>	-13,4%	-28,5%
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>8 289,7</i>	<i>4 664,9</i>	<i>20 280,2</i>	<i>28 843,3</i>	<i>32 765,5</i>	<i>31 050,3</i>	<i>32 548,0</i>	<i>25 820,1</i>	-16,8%	n.s
Épargne à long terme	2 935,2	1 332,6	618,1	889,6	955,7	1 033,7	541,1	393,7	-61,9%	-55,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>2 897,8</i>	<i>1 288,2</i>	<i>581,4</i>	<i>856,7</i>	<i>929,5</i>	<i>1 008,0</i>	<i>507,9</i>	<i>356,7</i>	-64,6%	-58,4%
Ménages	358 988,0	376 116,7	390 388,5	403 440,1	401 825,3	400 922,0	403 030,4	414 992,9	3,5%	2,9%
Dépôts à vue	103 789,2	109 167,6	112 989,3	122 476,1	121 586,0	122 483,0	122 905,4	129 869,2	6,0%	6,0%
Placements liquides ou à court terme	141 703,7	147 959,0	151 837,9	152 389,7	149 354,4	149 092,4	149 174,3	152 673,7	2,4%	0,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	101 932,6	106 784,9	112 172,8	114 920,1	113 149,9	113 340,8	113 776,2	116 835,0	3,1%	1,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>80 821,3</i>	<i>84 055,3</i>	<i>89 208,5</i>	<i>92 953,0</i>	<i>91 403,6</i>	<i>91 701,5</i>	<i>92 377,7</i>	<i>95 307,1</i>	3,9%	2,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>20 074,8</i>	<i>21 669,7</i>	<i>21 973,9</i>	<i>20 987,9</i>	<i>20 771,2</i>	<i>20 657,3</i>	<i>20 423,7</i>	<i>20 556,6</i>	-0,5%	-2,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>418,0</i>	<i>430,3</i>	<i>465,0</i>	<i>485,2</i>	<i>491,2</i>	<i>496,8</i>	<i>496,8</i>	<i>510,0</i>	2,7%	5,1%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>618,5</i>	<i>629,6</i>	<i>525,5</i>	<i>494,1</i>	<i>484,0</i>	<i>485,3</i>	<i>478,1</i>	<i>461,2</i>	-5,0%	-6,7%
Placements indexés sur les taux de marché	39 771,2	41 174,1	39 665,1	37 469,6	36 204,5	35 751,6	35 398,0	35 838,7	0,2%	-4,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>38 443,9</i>	<i>40 244,5</i>	<i>38 867,0</i>	<i>36 785,5</i>	<i>35 784,1</i>	<i>35 339,4</i>	<i>34 993,7</i>	<i>35 473,1</i>	0,4%	-3,6%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>40,5</i>	<i>39,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	n.s	n.s
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>1 286,8</i>	<i>890,5</i>	<i>798,1</i>	<i>684,1</i>	<i>420,4</i>	<i>412,2</i>	<i>404,3</i>	<i>365,6</i>	-11,3%	-46,6%
Épargne à long terme	113 495,1	118 990,0	125 561,3	128 574,3	130 884,9	129 346,6	130 950,8	132 450,1	2,4%	3,0%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>3 496,0</i>	<i>3 337,6</i>	<i>3 770,5</i>	<i>4 516,5</i>	<i>4 555,1</i>	<i>4 524,7</i>	<i>4 505,8</i>	<i>4 581,7</i>	1,3%	1,4%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>144,2</i>	<i>188,6</i>	<i>213,4</i>	<i>239,8</i>	<i>236,7</i>	<i>298,0</i>	<i>285,1</i>	<i>273,9</i>	-8,1%	14,2%
<i>dont portefeuille-titres</i>	<i>4 856,9</i>	<i>5 377,5</i>	<i>4 296,7</i>	<i>3 979,4</i>	<i>3 677,6</i>	<i>3 464,0</i>	<i>3 705,6</i>	<i>3 875,4</i>	11,9%	-2,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>1 875,6</i>	<i>3 268,3</i>	<i>3 548,0</i>	<i>3 388,5</i>	<i>3 276,1</i>	<i>2 965,4</i>	<i>2 805,7</i>	<i>2 702,3</i>	-8,9%	-20,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>103 122,4</i>	<i>106 818,0</i>	<i>113 732,8</i>	<i>116 450,0</i>	<i>119 139,4</i>	<i>118 094,6</i>	<i>119 648,6</i>	<i>121 016,8</i>	2,5%	3,9%
Autres agents	102 605,9	111 282,3	102 234,2	107 025,5	110 877,0	113 556,6	110 635,8	108 895,7	-4,1%	1,7%
Dépôts à vue	26 606,8	31 604,1	30 233,2	30 539,8	29 340,4	30 927,0	30 479,7	30 190,4	-2,4%	-1,1%
Placements liquides ou à court terme	75 827,6	78 352,2	70 329,8	74 820,4	79 888,4	81 138,0	78 642,7	77 186,3	-4,9%	3,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	4 155,4	4 164,6	4 542,8	4 636,5	4 634,4	5 197,9	5 165,2	5 134,6	-1,2%	10,7%
Placements indexés sur les taux de marché	71 672,2	74 187,7	65 787,0	70 183,9	75 254,0	75 940,1	73 477,5	72 051,7	-5,1%	2,7%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>71 664,7</i>	<i>73 849,7</i>	<i>65 776,3</i>	<i>70 164,1</i>	<i>75 234,2</i>	<i>75 859,4</i>	<i>73 396,9</i>	<i>71 971,1</i>	-5,1%	2,6%
Épargne à long terme	171,5	1 326,0	1 671,3	1 665,3	1 648,2	1 491,5	1 513,4	1 519,0	1,8%	-8,8%
Total actifs financiers	708 874,1	715 080,8	733 166,3	765 979,9	763 396,6	756 703,7	764 846,2	782 734,7	3,4%	2,2%
Dépôts locaux	569 652,1	568 956,8	583 751,7	616 138,7	611 808,4	606 917,2	614 171,6	630 848,1	3,9%	2,4%
Dépôts à vue	255 688,1	273 632,4	286 353,3	312 361,5	305 308,8	296 536,5	296 736,8	319 591,9	7,8%	2,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	89 399,8	92 492,6	98 420,5	102 985,4	101 478,9	102 370,8	103 001,7	105 958,7	3,5%	2,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>84 722,9</i>	<i>87 904,8</i>	<i>93 443,8</i>	<i>97 248,9</i>	<i>95 711,4</i>	<i>96 565,7</i>	<i>97 235,5</i>	<i>100 131,4</i>	3,7%	3,0%
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>418,1</i>	<i>431,3</i>	<i>466,5</i>	<i>486,1</i>	<i>491,7</i>	<i>497,2</i>	<i>497,2</i>	<i>510,5</i>	2,7%	5,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>618,5</i>	<i>629,6</i>	<i>525,5</i>	<i>494,1</i>	<i>484,0</i>	<i>485,3</i>	<i>478,1</i>	<i>461,2</i>	-5,0%	-6,7%
<i>dont plan d'épargne logement</i>	<i>3 496,0</i>	<i>3 338,3</i>	<i>3 771,2</i>	<i>4 516,5</i>	<i>4 555,1</i>	<i>4 524,7</i>	<i>4 505,8</i>	<i>4 581,7</i>	1,3%	1,4%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>144,2</i>	<i>188,6</i>	<i>213,4</i>	<i>239,8</i>	<i>236,7</i>	<i>298,0</i>	<i>285,1</i>	<i>273,9</i>	-8,1%	14,2%
Placements indexés sur les taux de marché	224 564,3	202 831,8	198 977,9	200 791,9	205 020,7	208 009,9	214 433,1	205 297,6	-1,3%	2,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>216 234,1</i>	<i>198 127,9</i>	<i>178 697,7</i>	<i>171 948,5</i>	<i>172 255,3</i>	<i>176 959,6</i>	<i>181 885,2</i>	<i>179 477,5</i>	1,4%	4,4%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>40,5</i>	<i>39,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	n.s	n.s
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>8 289,7</i>	<i>4 664,9</i>	<i>20 280,2</i>	<i>28 843,3</i>	<i>32 765,5</i>	<i>31 050,3</i>	<i>32 548,0</i>	<i>25 820,1</i>	-16,8%	-10,5%
Placements hors zone d'émission	139 222,0	146 124,0	149 414,6	149 841,1	151 588,2	149 786,5	150 674,6	151 886,6	1,4%	1,4%
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>20 440,4</i>	<i>22 082,9</i>	<i>22 413,0</i>	<i>21 412,4</i>	<i>21 176,1</i>	<i>21 127,4</i>	<i>20 858,3</i>	<i>20 966,1</i>	-0,8%	-2,1%
<i>dont actions</i>	<i>3 465,0</i>	<i>4 121,2</i>	<i>3 142,7</i>	<i>2 962,4</i>	<i>2 671,0</i>	<i>2 422,4</i>	<i>2 484,6</i>	<i>2 791,6</i>	15,2%	-5,8%
<i>dont obligations</i>	<i>1 444,3</i>	<i>1 940,1</i>	<i>1 929,4</i>	<i>1 685,2</i>	<i>1 655,1</i>	<i>1 539,4</i>	<i>1 727,4</i>	<i>1 593,9</i>	3,5%	-5,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>5 820,0</i>	<i>5 919,5</i>	<i>3 135,4</i>	<i>2 056,0</i>	<i>1 715,0</i>	<i>1 609,9</i>	<i>1 601,9</i>	<i>1 413,4</i>	-12,2%	-31,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>4 929,9</i>	<i>5 242,4</i>	<i>5 061,2</i>	<i>5 275,2</i>	<i>5 231,5</i>	<i>4 992,7</i>	<i>4 353,7</i>	<i>4 104,8</i>	-17,8%	-22,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>103 122,4</i>	<i>106 818,0</i>	<i>113 732,8</i>	<i>116 450,0</i>	<i>119 139,4</i>	<i>118 094,6</i>	<i>119 648,6</i>	<i>121 016,8</i>	2,5%	3,9%

Les crédits à l'économie

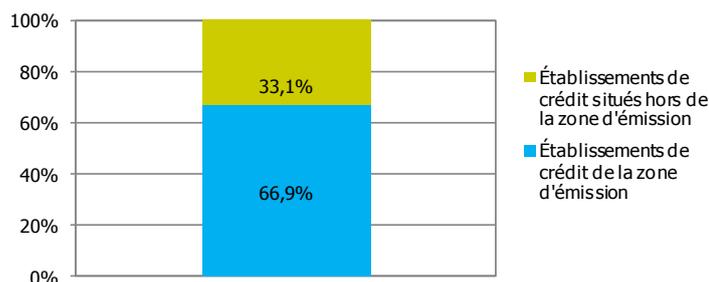
Établissements de crédit locaux

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	84 305,8	83 318,5	74 775,4	79 477,4	76 091,9	79 097,9	78 595,8	77 837,9	-1,6%	-2,1%
<i>Créances commerciales</i>	3 440,4	3 541,0	3 428,8	3 187,0	2 944,3	2 921,8	2 966,5	3 054,5	4,5%	-4,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	44 135,3	43 566,3	43 796,8	48 474,0	48 619,7	50 355,0	51 714,0	53 083,2	5,4%	9,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 318,2	1 308,2	1 185,8	1 353,4	1 364,6	1 451,9	1 437,8	1 436,7	-1,0%	6,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	36 730,2	36 211,2	27 549,9	27 816,5	24 527,9	25 821,1	23 915,3	21 700,3	-16,0%	-22,0%
Crédits d'investissement	174 773,1	175 382,1	184 722,0	185 351,2	184 373,6	183 936,5	183 698,7	186 277,3	1,3%	0,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	165 457,1	166 275,6	175 671,2	176 897,0	175 440,6	174 709,5	174 447,6	177 289,7	1,5%	0,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	8 661,0	8 217,2	5 905,2	5 463,4	5 267,4	5 221,3	5 121,2	5 152,4	-1,3%	-5,7%
<i>Crédit-bail</i>	9 316,0	9 106,5	9 050,7	8 454,2	8 933,0	9 226,9	9 251,1	8 987,7	-2,6%	6,3%
Crédits à l'habitat	41 984,9	43 142,7	50 084,1	54 284,2	55 415,0	54 915,7	55 810,9	56 926,7	3,7%	4,9%
Autres crédits	14 962,6	16 351,9	13 020,4	11 349,0	10 950,5	10 860,4	10 796,2	10 576,2	-2,6%	-6,8%
Encours sain	316 026,5	318 195,2	322 601,9	330 461,9	326 831,1	328 810,5	328 901,6	331 618,2	0,9%	0,3%
Ménages										
Crédits à la consommation	63 543,7	63 765,8	63 482,9	62 697,4	61 443,2	61 575,0	61 568,0	62 271,9	1,1%	-0,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	49 893,0	50 025,0	49 083,9	47 823,0	46 444,0	46 047,1	46 578,3	47 811,7	3,8%	0,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 766,9	3 895,7	4 035,7	4 222,0	4 276,9	4 864,9	4 439,2	4 060,8	-16,5%	-3,8%
<i>Crédit-bail</i>	9 883,8	9 845,0	10 363,3	10 652,5	10 722,3	10 663,0	10 550,6	10 399,4	-2,5%	-2,4%
Crédits à l'habitat	259 914,6	259 989,7	264 443,1	278 259,6	282 365,5	289 887,3	295 590,9	300 643,8	3,7%	8,0%
Autres crédits	6 385,9	5 816,8	5 985,8	4 433,9	4 388,2	4 348,8	4 277,5	4 246,3	-2,4%	-4,2%
Encours sain	329 844,2	329 572,2	333 911,8	345 390,9	348 196,9	355 811,1	361 436,4	367 162,0	3,2%	6,3%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	1 764,6	1 441,3	1 424,4	2 053,7	1 851,8	2 008,1	1 969,8	2 479,7	23,5%	20,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	778,6	429,9	508,9	1 088,7	996,7	944,1	882,7	2 192,7	132,2%	101,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	986,0	1 011,5	915,5	965,0	855,1	1 064,0	1 087,1	287,0	-73,0%	-70,3%
Crédits d'investissement	8 200,8	9 030,1	11 440,6	11 414,9	11 410,1	12 524,9	12 223,0	13 859,6	10,7%	21,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	8 039,5	8 858,4	11 304,7	11 116,3	11 063,3	12 091,3	11 793,1	13 125,3	8,6%	18,1%
Autres crédits									n.s	n.s
Encours sain	9 965,3	11 471,6	12 865,0	13 468,5	13 261,9	14 533,0	14 192,8	16 339,3	12,4%	21,3%
Autres agents										
Encours sain	15 633,4	15 423,9	15 295,3	14 534,5	12 537,2	14 224,1	12 911,5	15 674,7	10,2%	7,8%
TOTAL										
Encours sain	671 469,4	674 663,0	684 674,1	703 855,8	700 827,1	713 378,6	717 442,3	730 794,3	2,4%	3,8%
Créances douteuses brutes	18 315,8	20 488,7	21 096,9	22 846,9	23 331,7	23 807,0	23 422,2	23 583,4	-0,9%	3,2%
<i>Créances douteuses nettes</i>	6 490,9	8 033,5	8 564,0	9 193,7	9 553,5	9 610,2	9 364,1	8 810,7	-8,3%	-4,2%
<i>(dt) Entreprises</i>	3 952,4	4 821,1	5 264,1	5 247,5	5 343,6	5 217,7	4 862,3	4 713,8	-9,7%	-10,2%
<i>(dt) Ménages</i>	2 424,7	3 200,6	3 294,6	3 940,3	4 203,4	4 341,3	4 451,2	4 047,9	-6,8%	2,7%
Provisions	11 824,9	12 455,2	12 532,9	13 653,2	13 778,3	14 196,8	14 058,1	14 772,7	4,1%	8,2%
Encours brut total	689 785,2	695 151,6	705 771,0	726 702,7	724 158,8	737 185,6	740 864,5	754 377,7	2,3%	3,8%
Taux de créances douteuses	2,7%	2,9%	3,0%	3,1%	3,2%	3,2%	3,2%	3,1%	-0,1 pt	0,0 pt
Taux de provisionnement	64,6%	60,8%	59,4%	59,8%	59,1%	59,6%	60,0%	62,6%	3,0 pt	2,9 pt

Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	84 621,2	83 637,6	75 075,2	81 002,5	77 737,2	80 587,2	80 115,1	79 592,2	-1,2%	-1,7%
<i>Créances commerciales</i>	3 440,4	3 541,0	3 428,8	3 187,0	2 944,3	2 921,8	2 966,5	3 054,5	4,5%	-4,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	44 379,0	43 814,0	44 024,2	48 695,8	48 965,0	50 575,4	51 934,4	53 525,7	5,8%	9,9%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 318,2	1 308,2	1 185,8	1 353,4	1 364,6	1 451,9	1 437,8	1 436,7	-1,0%	6,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	36 801,9	36 282,6	27 622,2	29 119,7	25 827,9	27 089,9	25 214,2	23 012,1	-15,1%	-21,0%
Crédits d'investissement	243 402,8	235 172,9	242 294,2	242 869,0	247 044,1	250 445,8	246 781,9	243 721,5	-2,7%	0,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	234 011,3	226 017,2	233 196,9	234 305,0	237 901,0	240 951,5	237 219,4	234 418,1	-2,7%	0,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	8 661,0	8 217,2	5 905,2	5 463,4	5 267,4	5 221,3	5 121,2	5 152,4	-1,3%	-5,7%
<i>Crédit-bail</i>	9 391,5	9 155,7	9 097,3	8 564,0	9 143,1	9 494,3	9 562,5	9 303,4	-2,0%	8,6%
Crédits à l'habitat	113 487,0	117 498,1	127 083,8	136 937,9	135 874,3	136 379,7	138 108,7	142 749,6	4,7%	4,2%
Autres crédits	15 250,6	16 620,1	13 267,4	11 573,4	11 174,9	11 072,9	11 008,7	10 776,5	-2,7%	-6,9%
Encours sain	456 761,6	452 928,7	457 720,5	472 382,8	471 830,5	478 485,6	476 014,4	476 839,9	-0,3%	0,9%
Ménages										
Crédits à la consommation	73 806,5	74 536,3	74 516,6	73 797,4	72 599,5	72 696,6	72 555,6	73 261,6	0,8%	-0,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	60 155,8	60 795,6	60 117,6	58 923,0	57 600,3	57 168,6	57 565,9	58 801,3	2,9%	-0,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 766,9	3 895,7	4 035,7	4 222,0	4 276,9	4 864,9	4 439,2	4 060,8	-16,5%	-3,8%
<i>Crédit-bail</i>	9 883,8	9 845,0	10 363,3	10 652,5	10 722,3	10 663,0	10 550,6	10 399,4	-2,5%	-2,4%
Crédits à l'habitat	323 730,4	329 342,3	337 957,4	360 770,6	364 313,9	370 968,1	376 254,0	382 135,6	3,0%	5,9%
Autres crédits	6 385,9	5 822,8	5 997,5	4 746,6	4 707,3	4 414,0	4 341,4	4 308,8	-2,4%	-9,2%
Encours sain	403 922,7	409 701,4	418 471,5	439 314,7	441 620,7	448 078,7	453 151,0	459 706,0	2,6%	4,6%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	1 764,6	1 441,3	1 424,4	2 053,7	1 851,8	2 008,1	1 969,8	2 479,7	23,5%	20,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	778,6	429,9	508,9	1 088,7	996,7	944,1	882,7	2 192,7	132,2%	101,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	986,0	1 011,5	915,5	965,0	855,1	1 064,0	1 087,1	287,0	-73,0%	-70,3%
Crédits d'investissement	58 135,4	71 469,7	92 643,1	103 400,0	107 158,4	108 335,0	111 349,1	131 096,9	21,0%	26,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	57 974,1	71 298,0	92 507,2	103 101,5	106 811,5	107 901,4	110 919,1	130 362,5	20,8%	26,4%
Autres crédits	160,3	1 151,6	142,6	135,7	132,8	129,1	128,3	124,5	-3,6%	-8,3%
Encours sain	60 060,2	74 062,6	94 210,1	105 589,4	109 142,9	110 472,3	113 447,1	133 701,1	21,0%	26,6%
Autres agents										
Encours sain	16 068,6	15 715,1	15 589,7	19 826,5	19 015,9	20 688,8	19 821,2	21 989,0	6,3%	10,9%
TOTAL										
Encours sain	936 813,2	952 407,8	985 991,8	1 037 113,4	1 041 610,0	1 057 725,4	1 062 433,7	1 092 236,0	3,3%	5,3%
<i>dont ECHZE</i>	265 343,8	277 744,9	301 317,7	333 257,6	340 783,0	344 346,8	344 991,4	361 441,7	5,0%	8,5%
Créances douteuses brutes	19 022,2	29 610,7	29 379,6	31 529,0	31 432,6	32 042,5	31 322,0	31 704,7	-1,1%	0,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	7 197,3	16 612,2	15 928,1	14 546,8	14 577,9	14 446,5	13 917,6	13 494,8	-6,6%	-7,2%
<i>(dt) Entreprises</i>	3 952,4	12 647,1	11 887,5	9 445,9	9 439,2	9 053,7	8 401,7	8 223,4	-9,2%	-12,9%
<i>(dt) Ménages</i>	3 131,1	3 953,2	4 035,2	5 094,9	5 132,2	5 341,7	5 465,3	5 222,5	-2,2%	2,5%
Provisions	11 824,9	12 998,5	13 451,5	16 982,2	16 854,7	17 596,0	17 404,4	18 210,0	3,5%	7,2%
Encours brut total	955 835,4	982 018,6	1 015 371,4	1 068 642,4	1 073 042,6	1 089 767,9	1 093 755,7	1 123 940,7	3,1%	5,2%
Taux de créances douteuses	2,0%	3,0%	2,9%	3,0%	2,9%	2,9%	2,9%	2,8%	-0,1 pt	-0,1 pt
Taux de provisionnement	62,2%	43,9%	45,8%	53,9%	53,6%	54,9%	55,6%	57,4%	2,5 pt	3,6 pt

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr